

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
MARCHE A PROCEDURE FORMALISEE**

**(Art. L.2124-2 du code de la commande publique)**

**OBJET DU MARCHE**

**Marché n° 25PRNS034  
Bruz – 35 – Quartier Ingénieur Général WILTZ  
Réhabilitation des bâtiments techniques prioritaires  
Relevé des bâtiments et relevé topographique de leurs abords**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)**

**PERSONNE PUBLIQUE**

**ETAT- MINISTERE DES ARMEES  
L'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes  
Quartier Margueritte - BP14 - 35998 Rennes cedex 9**

**CONDUITE DES OPERATIONS**

**Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Division investissement  
Pôle de conduite des opérations de Rennes  
Quartier Margueritte – BP 14 – 35 998 RENNES Cedex 9**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. Présentation de l'opération .....</b>	<b>3</b>
1.1. Contexte .....	3
1.2. Localisation du projet .....	3
ARTICLE 2. Objet du marché.....	3
<b>ARTICLE 3. Prises de vues .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 4. Niveau d'avancement du projet.....	4
ARTICLE 5. Caractéristiques des infrastructures projetées .....	4
ARTICLE 6. Contenu de la prestation.....	5
6.1. Relevé des bâtiments .....	5
6.2. Relevé topographique.....	5
6.3. Rendus des prestations.....	6
6.4. Réalisation des relevés .....	6
6.5. Délai de réalisation de cette opération .....	6
<b>ARTICLE 7. Accès au site.....</b>	<b>7</b>
7.1. Horaires de travail .....	7
7.2. Modalités d'accès .....	7
7.3. Co activité.....	8
<b>ARTICLE 8. Mesures de prévention .....</b>	<b>8</b>
8.1. Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise.....	8
8.2. Mise en place d'une coordination SPS – 2 entreprises.....	8
<b>ARTICLE 9. Liste des annexes.....</b>	<b>8</b>

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### **ARTICLE 1. Présentation de l'opération**

#### **1.1. Contexte**

Le projet a pour objet la réhabilitation de bâtiments techniques prioritaires du quartier Ingénieur Général WILTZ pour le 2° régiment du matériel.

#### **1.2. Localisation du projet**

Le quartier Ingénieur Général WILTZ est propriété de l'Etat, dévolu au ministère des armées. Il comporte plusieurs bâtiments et parkings dévolus à des fonctions techniques, scientifiques et industrielles.

Il se situe à environ 14 kilomètres du centre-ville de Rennes.



Son entrée se situe à environ 700 mètres de la Mairie de Bruz, localisée au rond-point de la rue du 8 mai 1944 sur la commune de Bruz.

### **ARTICLE 2. Objet du marché**

Dans le cadre de l'opération, le présent marché a pour objet le relevé de 8 bâtiments et la réalisation de relevés topographiques de leurs abords.

Les plans, format pdf, de réseaux sont fournis en annexe n° 1.

Le maître d'ouvrage possède des relevés des bâtiments, annexe n° 2.

Les relevés topographiques concernent 2 zones :

- Zone n° 1 : Les bâtiments 0007 – 0008 – 0027 – 0028
- Zone n° 2 : Les bâtiments 0158 – 0159 – 0162 – 0165

La position des bâtiments et les limites des relevés topographiques sont indiquées sur l'annexe n° 3.

### **ARTICLE 3. Prises de vues**

**Pour la réalisation de la prestation, l'utilisation de drone est interdite.**

La prise de photos doit être limitée à ce qui est nécessaire.

L'entreprise doit :

- être prise en compte par un personnel du SID qui l'assistera durant toute la phase des relevés
- Informer du type de fichiers et du nombre de fichiers enregistrés pour effectuer les mesures,
- Remettre une copie informatique de l'ensemble des prises de vues au maître d'ouvrage,
- Détruire les fichiers lorsqu'elle vous n'en aura plus l'utilité,
- Fournir un document attestant de la destruction des données,

Si ces données devaient se trouver sur internet alors qu'elles auraient dû être détruites, le chef de corps, directeur de l'établissement, pourra entamer des poursuites judiciaires.

### **ARTICLE 4. Niveau d'avancement du projet**

Le programme de l'opération est validé.

### **ARTICLE 5. Caractéristiques des infrastructures projetées**

Les bâtiments indiqués à l'article 2 ci-avant doivent être réhabilités, sauf le bâtiment 0158 qui doit être déconstruit. Ce dernier contient un transformateur, contigu au bâtiment 0159, qui, lui, sera conservé.

## **ARTICLE 6. Contenu de la prestation**

### **6.1. Relevé des bâtiments**

Le prestataire établit un plan constatant les dimensions et la position réelle de la construction et des éléments. La précision demandée pour les relevés est de 5 cm maximum. Le candidat précisera celle de son rendu.

Pour le bâtiment 0007, contigu au 0008, il faudra aussi tenir compte des bâtiments 0009 et 0010 qui lui sont aussi contigus.

Bâtiment 0009

Bâtiment 0007



Bâtiment 0010

Le relevé des bâtiments comprend l'ensemble des mesures nécessaires à la réalisation des plans suivants, pour chacun des bâtiments :

- Un plan par niveau,
- Des plans de façades
- Deux coupes

**Il n'est pas demandé de plan des toitures.**

Des extraits des diagnostics techniques des toitures des bâtiments sont joints en annexe n° 4.

### **6.2. Relevé topographique**

Le relevé topographique des abords comprend l'ensemble des mesures nécessaires à la réalisation des plans suivants :

- Un relevé sur place de l'ensemble des détails altimétriques et planimétriques visibles, comprenant notamment :
  - Les ouvrages existants,
  - Les voiries, bordures, végétation,
  - Réseaux avec fils d'eau et un maillage de points denses, 5,00 m x 5,00 m.
- Une détection des différents réseaux existants sur la zone et leurs tracés :
  - Des réseaux conducteurs, BT, HTA, éclairage
  - Des réseaux inertes, PVC, PE, Réseaux vides....

- Des fluides, AEP, Gaz, ....

Les relevés des réseaux à l'intérieur des bâtiments ne sont pas demandés.

- Un relevé des réseaux in situ

Les mesures seront effectuées en application de l'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques pilotés par l'Etat ou exécutés pour son compte.

Les relevés planimétriques seront rattachés au système de projection RGF93-conique conforme 48.

Les altitudes seront rattachées au système IGN 69 (altitudes normales).

Le semi de points relevés devra permettre d'atteindre un tracé du réseau avec une **précision de classe A** telle que définie dans l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

### **6.3. Rendus des prestations**

La prestation comprendra la fourniture de fichiers informatiques au format DGN et DWG et des exemplaires papiers :

- Pour les bâtiments :
  - 1 exemplaire des plans indiqués ci-avant au format A3
- Pour le relevé topographique, 1 plan pour chaque zone

Les documents seront conformes à la notice pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO, fournie en annexe n° 5.

### **6.4. Réalisation des relevés**

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 15 février 2012, tout relevé en 3 dimensions est effectué pour les ouvrages ou tronçons d'ouvrage aériens, en génératrice inférieure. Les cotes x et y peuvent être relevées uniquement pour les supports, et la cote z peut être relevée uniquement pour les points du tracé entre supports présentant la hauteur de surplomb la plus faible dans les conditions météorologiques les plus défavorables ou être remplacée par l'indication de la hauteur de surplomb minimale réglementaire de ces points.

### **6.5. Délai de réalisation de cette opération**

Une fois que l'ensemble des démarches nécessaires pour accéder au site, contrôle élémentaire et coordination avec le coordonnateur SPS et/ou chargé de prévention du site, seront réalisées (voir ci-après), le maître d'ouvrage notifiera par ordre de service la date de démarrage de la prestation.

Un délai de 15 jours sera donné pour le démarrage de la prestation qui durera, au maximum, 2 mois.



## **ARTICLE 7. Accès au site**

Les démarches pour accéder au site, cf article 7.2 ci-après, ont une durée prévisible de 3 mois, soit le délai à prévoir entre la notification du marché et l'envoi de l'ordre de service fixant les dates d'interventions.

### **7.1. Horaires de travail**

L'accès au quartier Ingénieur Général WILTZ n'est autorisé que pendant les créneaux horaires suivants :

- |                    |            |                   |
|--------------------|------------|-------------------|
| – Lundi au Jeudi : | Matin      | 07 h 30 – 12 h 00 |
|                    | Après-Midi | 12 h 45 – 16 h 45 |
| – Vendredi :       | Matin      | 07 h 30 – 11 h 30 |

### **7.2. Modalités d'accès**

Le quartier Ingénieur Général WILTZ est un terrain militaire classé en « Zone Protégée » au sens de l'article 413-7 du code pénal. Par conséquent, la libre circulation est interdite et l'accès soumis à autorisation.

Dans ces conditions, **l'accès est surveillé et contrôlé** en permanence. **Seuls les personnes et les véhicules préalablement autorisés** par le chef d'établissement (chef de corps du 2<sup>ème</sup> RMaT) **peuvent pénétrer et séjourner** dans l'enceinte du quartier Ingénieur Général WILTZ.

#### **Cas général (entreprises titulaires, cotraitants, sous-traitants) :**

Pour être autorisées à pénétrer et à séjourner dans le quartier Ingénieur Général WILTZ, les personnes physiques doivent avoir satisfait à une **procédure de contrôle élémentaire**. Cette procédure est la suivante :

Chaque entreprise ayant à intervenir au titre de cette opération d'infrastructure remplit, pour chaque employé amené à séjourner dans le quartier Ingénieur Général WILTZ, une fiche de contrôle élémentaire nominative en version numérique (en format .pdf, importable dans le logiciel SOPHIA). Le modèle d'imprimé à utiliser sera remis au titulaire lors de la notification du marché.

Pour chaque intervenant sur le site, il faudra :

- Les fiches de contrôle élémentaires sont contrôlées par les entreprises titulaires qui s'assurent qu'elles sont correctement et entièrement renseignées ;
- Les fiches de contrôle élémentaire sont ensuite adressées en version numérique par les entreprises titulaires au conducteur d'opération avec un préavis de 3 mois ;
- Dès que ces fiches de contrôle ont été instruites, les éventuelles restrictions d'accès sont communiquées aux entreprises par le conducteur d'opération.

#### **Cas particulier (fournisseurs, intérimaires, prestataires ponctuels) :**

Pour être autorisées à pénétrer, les personnes physiques doivent être prises en charge au poste d'accueil et de filtrage par un **accompagnateur nommé désigné au sein de l'entreprise bénéficiaire**. Elles seront placées sous la responsabilité de cet accompagnateur durant tout leur séjour. Le poste d'accueil et de filtrage établira un bulletin de visite.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

### **7.3. Co activité**

L'opération a lieu sur un **site en activité**. Il s'agira notamment de **garantir la circulation des usagers** du site pendant toute la durée de l'opération.

Aussi, et avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du 2<sup>ème</sup> RMaT, entreprise unique, ou avec le coordonnateur SPS, 2 entreprises, pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

## **ARTICLE 8. Mesures de prévention**

### **8.1. Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise**

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020, annexe n° 6, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant à son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent ayant reçu préalablement formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire sera amené à réaliser une inspection préalable de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et sécurité du travail.

### **8.2. Mise en place d'une coordination SPS – 2 entreprises**

Dans ce cas-là, le maître d'ouvrage fera appel à un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, mission de niveau 3.

Celui-ci sera nommé avant la notification du marché

## **ARTICLE 9. Liste des annexes**

**ANNEXE 1 :** Plan de masse Quartier Ingénieur Général WILTZ – DGN, DWG & PDF

**ANNEXE 2 :** Plan des bâtiments – PDF



- ANNEXE 3 :** Délimitation des relevés topographiques
- ANNEXE 4 :** Extraits des diagnostics des toitures des bâtiments
- ANNEXE 5** Notice pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO
- ANNEXE 6 :** Arrêté du 19 Mai 2020